



Juan Orlando Hernández

51 langues

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)

*Hernández Alvarado est un **nom espagnol**. Le premier nom de famille, en général paternel, est Hernández ; le second, en général maternel, souvent omis, est Alvarado.*

Juan Orlando Hernández Alvarado, né le 28 octobre 1968 à **Gracias** (**Honduras**), est un **homme d'affaires** et **homme d'État hondurien**, **président de la République** de 2014 à 2022.

Avocat de formation, il est élu député en 1997, puis président fin 2013 pour le **Parti national du Honduras**, réélu en 2017 après qu'un changement de la constitution du Honduras a autorisé en 2015 la possibilité d'effectuer deux mandats consécutifs de président.

Il mène une politique **socialement conservatrice**, et économiquement **néolibérale**, sa présidence étant également marquée par une hausse de la corruption, lui-même faisant face à des accusations de **pots-de-vin** perçus de la part de **narcotrafiquants**.

Extradé aux **États-Unis d'Amérique**, il y est condamné en 2024 pour avoir participé à un trafic international de drogue, profitant de ses fonctions de président de la République pour en faciliter l'exportation vers les États-Unis depuis la **Colombie**, faisant de son pays une « autoroute de la drogue ».

Carrière professionnelle [modifier | modifier le code]

Il est avocat de formation. Solidement implanté dans le milieu des affaires, il possède une exploitation agricole, un hôtel, une radio et une chaîne de télévision¹.

Débuts en politique [modifier | modifier le code]

Il est élu pour la première fois député en 1997 et prend la présidence du **Congrès national** en 2010 après avoir soutenu le **coup d'État contre Manuel Zelaya**. Il obtient l'investiture du **Parti**

Juan Orlando Hernández



Juan Orlando Hernández en 2018.

Fonctions

Président de la république du Honduras

27 janvier 2014 – 27 janvier 2022
(8 ans)

Élection	24 novembre 2013
Réélection	26 novembre 2017
Vice-président	Ricardo Álvarez Olga Margarita Alvarado María Antonia Rivera (en)

Prédécesseur	Porfirio Lobo
Successeur	Xiomara Castro

Président du Congrès national du Honduras

25 janvier 2010 – 25 janvier 2014
(4 ans)

Prédécesseur	José Alfredo Saavedra (intérim) Roberto Micheletti
Successeur	Mauricio Oliva

[national du Honduras](#) pour l'[élection présidentielle de 2013](#), à la suite d'un vote interne au cours duquel son rival l'accuse de fraudes. Il prend soin durant la campagne électorale de se démarquer du président sortant [Porfirio Lobo](#), pourtant issu du même parti que lui mais au bilan économique peu flatteur¹.

Élection présidentielle de 2013 [[modifier](#) |

[modifier le code](#)]

Article connexe : [Élections générales honduriennes de 2013](#).

Il est élu [président de la République](#) le 24 novembre 2013. Sa principale adversaire, [Xiomara Castro](#), ne reconnaît toutefois pas les résultats annoncés par le Tribunal suprême électoral et son époux, l'ancien président [Manuel Zelaya](#), appelle à manifester².

Président de la République [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Exercice du pouvoir [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Conservatisme sociétal [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Sa présidence est marquée par une poussée de l'influence des organisations [évangéliques](#) conservatrices et de l'[Opus Dei](#) sur les décisions gouvernementales. La prière obligatoire en début de journée est instituée dans les écoles et dans certaines institutions comme la police et l'armée. Début 2021, l'interdiction totale de l'[avortement](#) et du [mariage homosexuel](#) est inscrite dans la Constitution, rendant très difficile une modification ultérieure de la législation³.

Politique étrangère [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Il est proche des États-Unis pendant la [présidence de Donald Trump](#). Ce dernier le reçoit à la Maison Blanche le 25 septembre 2019 pour la signature d'un accord migratoire⁴.

Le magazine *[The Times of Israel](#)* définit Juan Orlando Hernández comme « l'un des alliés les plus fiables d'[Israël](#) » en [Amérique latine](#). Le Honduras a déplacé à Jérusalem son ambassade en Israël (faisant suite à une décision analogue de Donald Trump), régulièrement soutenu Israël aux [Nations unies](#) et dans d'autres instances internationales et déclaré « organisations terroristes » le [Hezbollah](#) libanais et les groupes armés palestiniens⁵.

Politique économique [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Biographie

Nom de naissance	Juan Orlando Hernández Alvarado
Date de naissance	28 octobre 1968 (57 ans)
Lieu de naissance	Gracias (Honduras)
Nationalité	hondurienne
Parti politique	Parti national du Honduras
Conjoint	Ana García
Diplômé de	Université nationale autonome du Honduras <div>Université d'État de New York à Albany</div>
Religion	Catholicisme



Présidents de la république du Honduras

modifier



Sur le plan économique, il fait adopter des réformes [néolibérales](#) conduisant à des [privatisations](#) dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de la sécurité sociale et du secteur minier. À partir de 2013, des Zones d'emploi et de développement économique (ZEDE) sont installées sur le territoire hondurien. Également connues sous l'appellation de « Villes modèles », ces zones permettent à des entreprises privées, généralement étrangères, de gérer comme elles l'entendent la main-d'œuvre et les terres en disposant de leurs propres police et administration judiciaire⁶.

Accusations d'autoritarisme et de corruption [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Ses opposants lui reprochent de se conduire de façon autoritaire pour avoir fait destituer quatre juges de la Cour suprême qui contestaient l'un de ses projets, et pour la création d'une police militaire chargée de lutter contre le trafic de drogues mais accusée de s'en prendre aussi aux militants des droits de l'homme et opposants politiques⁷. Formée par les États-Unis, elle fait en outre l'objet de scandales de corruption⁸.

Il est contesté en 2015 par des dizaines de milliers de manifestants réclamant sa démission à la suite d'un scandale de corruption impliquant des dirigeants de son parti^{9,10}. Quelque 120 millions de dollars destinés à l'achat de médicaments ont été détournés des fonds de l'Institut hondurien de sécurité sociale (IHSS). À la suite d'un accord avec l'opposition pour mettre fin au mouvement de protestation, le gouvernement accepte la création de la Mission d'appui contre la corruption et l'impunité au Honduras (MACCIH), organisme placé sous l'autorité de l'[OEA](#). Elle met en accusation des dizaines de députés, fonctionnaires et hommes d'affaires, mais est dissoute par les autorités en 2020^{6,11}.

Bilan [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Les douze années de pouvoir du Parti national (2010-2022) ont été marquées, d'après le quotidien *Le Figaro*, par une dégradation des conditions de vie de la population du fait d'une corruption généralisée au sein de l'État, de l'un des taux d'homicides les plus élevés de la planète et d'un taux de pauvreté dépassant 70 % ; une situation qui a provoqué une [émigration massive vers les États-Unis](#)¹².

Élection présidentielle de 2017 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article connexe : [Élections générales honduriennes de 2017](#).

À la suite d'une requête du [Parti national](#), la Cour suprême supprime, le 23 avril 2015, les articles de la Constitution et du code pénal interdisant au président d'exercer un second mandat consécutif. Ces articles avaient été invoqués par le Parti national pour justifier la [destitution du président Manuel Zelaya](#), accusé d'avoir envisagé de les supprimer¹³. Le 12 mars 2017, Juan Orlando Hernández remporte la primaire du Parti national pour la [présidentielle de 2017](#). Il devient le premier président sortant de l'histoire du Honduras à briguer sa réélection¹⁴.

Les résultats de l'élection présidentielle le donnent en tête du scrutin avec 43 % des voix, mais l'élection est notamment contestée par [Salvador Nasralla](#) (41,4 %), candidat d'une coalition de gauche, qui dénonce des fraudes et un parti pris du Tribunal suprême électoral en faveur du président sortant¹⁵. Devant les appels à manifester de l'opposition, Juan Orlando Hernández déclare l'état d'urgence. Une trentaine de manifestants

sont tués et plus de 800 arrêtés¹⁶. D'après l'ONU et la [Commission interaméricaine des droits de l'homme](#), « beaucoup d'entre eux ont été transférés dans des installations militaires, où ils ont été brutalement battus, insultés et parfois torturés »¹⁷.

Il est investi le 27 janvier 2018 pour un second mandat¹⁸.

Manifestations de 2019 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article détaillé : [Manifestations de 2019 au Honduras](#).

En juin 2019, un projet de privatisations à la demande du [FMI](#) dans la santé et l'éducation conduit à d'importantes manifestations se caractérisant par des blocus¹⁹. Le mouvement se poursuit en août²⁰.

Le 7 octobre, au cours du procès, l'ancien maire de [El Paraíso](#) et ancien narcotrafiquant Amilcar Alexander Ardón, affirme en tant que témoin que le narcotrafiquant mexicain [El Chapo](#) a donné un million de dollars à Juan Antonio, le frère du président Juan Orlando afin de financer la campagne électorale de ce dernier²¹.

Plusieurs centaines de personnes manifestent le 9 octobre à [Tegucigalpa](#), la capitale du Honduras, pour demander la démission de Juan Orlando Hernández²². Ils sont alors dispersés par la police²³. Une [contre-manifestation](#) de soutien au président Hernández réunit plusieurs milliers de personnes²².

Le 18 octobre 2019, Juan Antonio Hernández Alvarado est déclaré coupable de trafic de drogue par un jury populaire d'un tribunal fédéral de [New York](#)²⁴. Alors que Juan Orlando Hernández critique le verdict, considérant le dossier comme vide, l'opposition appelle à des manifestations pour obtenir sa démission²⁵. Les [manifestations](#) et les concerts de casseroles durent à travers le mois d'octobre et le pays, et dégénèrent parfois en scènes de violence entre les manifestants et les policiers ou en pillages. Les manifestants exigent la démission de Juan Orlando Hernández et la tenue d'élections anticipées.

Condamnation pour trafic de drogue [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le procès de Juan Antonio *Tony* Hernández Alvarado, ancien député et frère du président du Honduras Juan Orlando Hernández, arrêté à l'aéroport de [Miami](#) en novembre 2018, commence aux [États-Unis](#) le 2 octobre 2019. Celui-ci est accusé de [trafic de drogue](#) pour avoir exporté plusieurs tonnes de cocaïne vers les États-Unis, de possession d'armes, et d'être lié aux meurtres de deux narcotrafiquants rivaux en 2011 et 2013^{26, 27} ; le scandale devient politique quand le président Juan Orlando Hernández et son prédécesseur [Porfirio Lobo](#) sont soupçonnés d'avoir utilisé l'argent de la drogue pour financer leurs campagnes électorales de 2009 et 2013²⁷.

La justice américaine accuse Juan Orlando Hernández, en janvier 2021, d'être lié au narcotrafic. Le président hondurien aurait accepté des pots-de-vin de narcotrafiquants, protégeant en échange leurs activités²⁸.

Le 7 février 2022, le [secrétaire d'État des États-Unis Antony Blinken](#) annonce qu'il figure sur une liste de dirigeants politiques corrompus depuis juillet 2021. Le 14 février, la justice américaine demande son

[extradition](#). Il se rend à la police hondurienne qui a émis un mandat d'arrêt à son encontre le 15 février, alors que sa maison est quadrillée par 600 policiers et des manifestants²⁹. Un cousin de l'ancien président est arrêté le 19 février alors qu'il tentait de déplacer des valises contenant de fortes sommes d'argent en liquide³⁰.

Le 8 mars 2024, il est reconnu coupable de trafic international de drogue par un jury fédéral situé à New York, et encourt la prison à vie. Selon les procureurs fédéraux, il aurait mis en place un véritable [narco-état](#) durant les huit années de sa présidence en percevant des [pots-de-vin](#) en échange de « la protection de trafiquants contre des extraditions et de la sécurisation, par une assistance militaire, policière et judiciaire, du transport de la drogue en provenance de Colombie et destinée au marché américain »³¹.

Le 26 juin 2024, il est condamné à 45 ans de prison pour trafic de drogue et à une amende de 8 millions de dollars³².

Le 28 novembre 2025, alors qu'il purge sa peine au [United States Penitentiary, Hazelton](#) [\(en\)](#) en [Virginie-Occidentale](#) après un séjour au [centre de détention métropolitain de Brooklyn](#), le président des États-Unis Donald Trump annonce qu'il veut le [gracier](#). Le 2 décembre 2025, il sort de prison³³.

Notes et références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- ↑ ^a et ^b Jean-Michel Caroit (Saint-Domingue, correspondant régional), « Au Honduras, résultat contesté à la présidentielle », *Le Monde.fr*, 25 novembre 2013 (ISSN 1950-6244, lire en ligne [[archive](#)])
- ↑ « [Présidentielle au Honduras : le candidat de droite reconnu vainqueur](#) » [[archive](#)], *Libération*, 28 novembre 2013
- ↑ **(en-US)** Suyapa Portillo, « [In Honduras, the Right Is Permanently Locking in Its Abortion Ban](#) [[archive](#)] », sur *jacobinmag.com*, 3 janvier 2021
- ↑ François-Xavier Gomez, « [Au Honduras, un ex-président aux portes du pénitencier](#) [[archive](#)] », sur *Libération*, 16 février 2022
- ↑ Lazar Berman, « [Le président sortant du Honduras : les liens étroits continueront avec Israël](#) [[archive](#)] », sur *fr.timesofisrael.com*, 10 janvier 2022
- ↑ ^a et ^b « L'Age d'or et la fin de cycle ne sont plus ce qu'ils étaient », *América Latina en Movimiento*, 2 février 2022 (lire en ligne [[archive](#)])
- ↑ « Honduras : Juan Orlando Hernandez, un futur président à poigne », *Le Monde.fr*, 27 novembre 2013 (lire en ligne [[archive](#)])
- ↑ Alexander Main, « Passage en force au Honduras », *Le Monde diplomatique*, 1^{er} janvier 2018 (lire en ligne [[archive](#)], consulté le 10 février 2018)
- ↑ « [Au Honduras, simulacre de mesures anticorruption](#) [[archive](#)] », sur *www.medelu.org*
- ↑ « Honduras: la population vent debout contre le président », *RFI*, 6 juin 2015 (lire en ligne [[archive](#)])
- ↑ « Le Honduras scelle l'installation d'une commission internationale contre la corruption dans le pays », *Ouest-France*, 12 décembre 2022 (lire en ligne [[archive](#)])
- ↑ Patrick Bèle, « [Xiomara Castro, première femme à la tête du Honduras](#) [[archive](#)] », sur *Le Figaro*, 27 janvier 2022
- ↑ « [Au Honduras, le pays des coups d'État quotidiens](#) [[archive](#)] », sur *www.medelu.org*, 5 mai 2015
- ↑ « [Honduras : la présidence d'accord pour un recomptage total des voix](#) » , sur *liberation.fr* via *Wikiwix*, 5 décembre 2017 (consulté le 24 juin 2023).
- ↑ Pauline Dumonteil, « Honduras: qui sont les deux candidats qui se disputent la présidence », *Le Figaro*, 5 décembre 2017 (lire en ligne [[archive](#)] [↗](#), consulté le 13 septembre 2020).

16. ↑ « Manifestation massive contre la réélection du président au Honduras », *Le Monde.fr*, 7 janvier 2018 (ISSN 1950-6244, lire en ligne [archive], consulté le 8 janvier 2018)
17. ↑ « Des organismes réclament le respect des droits fondamentaux au Honduras [archive] », sur *Radio-Canada.ca*, 20 décembre 2017
18. ↑ « Honduras: investiture sous haute tension pour le président Hernandez - Amériques - RFI [archive] », sur *RFI* (consulté le 27 janvier 2018)
19. ↑ Le Point, magazine, « Au Honduras, la pire crise politique depuis le coup d'Etat de 2009 [archive] », sur *Le Point* (consulté le 28 juin 2019)
20. ↑ Le Point, magazine, « Honduras: nouvelle journée de mobilisation des pro et anti-Hernandez [archive] », sur *Le Point*, lepoint.fr, 7 août 2019 (consulté le 7 août 2019).
21. ↑ **(es)** « Testigo afirma que ‘El Chapo’ aportó a campaña presidencial hondureña [archive] », sur *jornada.com.mx*, *La Jornada*, 7 octobre 2019 (consulté le 9 octobre 2019)
22. ↑ **a et b** **(es)** Reuters, « Exigen en Honduras renuncia del presidente por vínculos con el narco [archive] », sur *jornada.com.mx*, *La Jornada*, 9 octobre 2019 (consulté le 9 octobre 2019)
23. ↑ « Honduras: la police disperse une manifestation contre le président [archive] », sur *L’Obs* (consulté le 18 octobre 2019)
24. ↑ **(es)** « Declaran culpable de narcotráfico a hermano de presidente hondureño [archive] », sur *jornada.com.mx*, *La Jornada*, 18 octobre 2019 (consulté le 18 octobre 2019)
25. ↑ « Le frère du président hondurien reconnu coupable de trafic de drogue à New York [archive] », sur *Le Point* (consulté le 18 octobre 2019)
26. ↑ **(es)** AFP, « Hermano del presidente de Honduras, a juicio en EU por narcotráfico [archive] », sur *jornada.com.mx*, *La Jornada*, 2 octobre 2019 (consulté le 2 octobre 2019)
27. ↑ **a et b** Angeline Montoya, « Le frère du président hondurien jugé pour trafic de drogue à New York [archive] », sur *lemonde.fr*, *Le Monde*, 2 octobre 2019 (consulté le 2 octobre 2019)
28. ↑ « EEUU: Presidente Honduras dijo que ejército ayudaría a narco [archive] », sur *AP NEWS*, 9 janvier 2021
29. ↑ « L'ex-président du Honduras « JOH », réclamé par les Etats-Unis pour trafic de drogue, s'est livré à la police [archive] », sur *Le Monde.fr*, *Le Monde*, 15 février 2022 (ISSN 1950-6244, consulté le 16 février 2022).
30. ↑ **(es)** « Detienen a familiar de expresidente hondureño Juan O. Hernández [archive] », sur *www.telesurtv.net*, 20 février 2022
31. ↑ « L'ex-président du Honduras reconnu coupable de trafic de drogue international par la justice américaine [archive] », sur *Franceinfo*, 8 mars 2024 (consulté le 8 mars 2024)
32. ↑ « Un ancien président du Honduras condamné à quarante-cinq ans de prison aux Etats-Unis pour trafic de drogue », *Le Monde.fr*, 26 juin 2024 (lire en ligne [archive], consulté le 27 juin 2024)
33. ↑ https://www.lemonde.fr/international/article/2025/12/02/donald-trump-a-gracie-l-ex-president-du-honduras-juan-orlando-hernandez-qui-est-sorti-de-prison_6655718_3210.html [archive]

Liens externes [modifier | modifier le code]

- (es)** Site officiel [archive]
- Ressource relative à l'audiovisuel : IMDb
- Notices dans des dictionnaires ou encyclopédies généralistes : *Britannica* [archive] • *Brockhaus* [archive] • *Nationalencyklopedin* [archive] • *Munzinger* [archive] • *Treccani* [archive]
- Notices d'autorité : VIAF • ISNI • LCCN • GND • Belgique

	Herrera · Milla ^(es) · Bendaña ^(es) · Zelaya ^(es) · Bustamante ^(es) · Morazán · Vigil Cocaña ^(es) · Morazán · Valle ^(es) · Márquez ^(es) · Milla Guevara ^(es) · Rivera ^(es) · Martínez Salinas ^(es) · Herrera ^(es) · Martínez Salinas ^(es) · Matute ^(es) · Ferrera · <i>Conseil des ministres</i> · Ferrera · <i>Conseil des ministres</i> · Chávez · <i>Conseil des ministres</i> · Lindo · Cabañas · Guardiola · Medina · Arias ^(es) · Leiva · Soto · <i>Conseil des ministres</i> · Bográn · Leiva · Vásquez · P. Bonilla · Sierra · Arias Boquín · M. Bonilla · Dávila · Bertrand · M. Bonilla · Bertrand · Aguirre · Mejía Colindres · Bográn · López Gutiérrez · Tosta ^(chef de l'État) · Paz Barahona · Mejía Colindres · Carías Andino · Gálvez · Lozano Díaz ^(chef suprême de l'État) · Conseil gouvernemental militaire · Villeda Morales · López Arellano · Cruz Uclés · López Arellano ^(chef de l'État) · Melgar ^(chef de l'État) · Paz García ^(provisoire)
1821–1982	
Ère démocratique (depuis 1982)	Suazo Córdova · Azcona · Callejas · Reina · Flores · Maduro · Zelaya · Micheletti ^(intérimaire) · Lobo · Hernández · Castro


[Portail de la politique](#)


[Portail du Honduras](#)


[Portail de la criminologie](#)

Catégories : [Président du Honduras](#) | [Président d'assemblée parlementaire](#)

[Naissance en octobre 1968](#) | [Naissance au Honduras](#)

[Étudiant de l'université d'État de New York à Albany](#)

[Personnalité condamnée pour trafic de stupéfiants](#) [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 4 décembre 2025 à 10:01.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d’autres conditions peuvent s’appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Contacts juridiques & sécurité](#) [Code de conduite](#)

[Développeurs](#) [Statistiques](#) [Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)